

Publié le 14 11 2011

Un nationaliste dénonce : “La Corse est devenue pire que la Sicile !”

Yves Manunta a échappé « par miracle » à un assassinat. Le nationaliste dénonce « les crapules » qui n'ont pas hésité à faire feu sur sa femme et sa fille.



Un nationaliste corse raconte son calvaire SIPA/B.R. PRODUCTIONS/SIPA

Quelques jours après que sa famille eut échappé à un règlement de comptes (une quarantaine de balles tirées de trois calibres différents), et alors que sa femme et sa fille sont toujours hospitalisées, Yves Manunta a reçu *France-Soir* à son domicile. Agé de 49 ans, cet ancien de l'Alliance nationale corse (ANC), qui ne milite plus mais se déclare « toujours fidèle à la cause nationaliste », est une figure du mouvement indépendantiste corse. Déjà en 1996, en pleine guerre nationaliste, il avait échappé de peu à une tentative d'assassinat. Mais aujourd'hui cet homme au casier judiciaire vierge ne croit pas que ses ennuis proviennent de son engagement passé. Au contraire, il désigne « un certain milieu affairiste corse ». Ce gérant d'une société de sécurité fait le lien avec sa précédente entreprise, la SMS, qu'il avait fondée avec Antoine Nivaggioni, un ancien du MPA, le mouvement d'Alain Orsoni, l'actuel président du club de foot d'Ajaccio. Selon lui, ce serait les proches de Nivaggioni, abattu en octobre 2010, qui lui en voudraient parce qu'il s'était opposé à des détournements de fonds. En juin dernier, 18 personnes avaient été condamnées dans l'affaire de la SMS ; Yves Manunta avait, lui, été relaxé.

FRANCE-SOIR Que s'est-il passé mardi soir ?

YVES MANUNTA Je quitte le bureau à 18 heures. Il fait moche, ma femme me demande de la récupérer avec la petite. C'est assez rare, j'évite de les faire monter en voiture avec moi. Arrivé dans la résidence, je fais un créneau pour me garer en marche avant, quand j'entends un choc sourd. J'ai cru que j'avais percuté le muret. En fait, c'était une détonation. Ma femme a crié : « Attention ! » J'ai vu un homme encagoulé à cinq mètres qui s'avancait, une arme à l'épaule. Ça devait être un fusil à pompe. Ça faisait boum-boum-boum ! Ma vitre a éclaté. J'ai cru que j'étais blessé. Je me suis jeté du côté de ma femme pour la protéger. Les deux tueurs s'étaient positionnés pour faire des tirs croisés. Des projectiles entraient de tous les côtés. On aurait dit une pluie de météorites. Ma femme gémissait, ma petite fille ne criait plus. J'ai cru qu'elles étaient mortes. Je suis passé par-dessus les genoux de ma femme et suis sorti de la voiture. C'était très étrange : j'étais partagé entre l'instinct de survie et un sentiment de lâcheté. Je ne savais pas si je devais mourir avec elles. Ça va très vite.

F.-S. Comment vous en êtes-vous sorti ?

Y. M. Je me suis faufilé entre les voitures garées là et le muret. Les deux tueurs continuaient à me « rafaler ». J'apprendrai plus tard que l'un d'eux a ouvert le feu à la kalachnikov sur ma fille et sur ma femme qui s'était levée pour la protéger. Quant à moi, arrivé au bout d'un parking, j'ai sauté par-dessus le muret et fait une chute de huit mètres. C'est là que je me suis tordu les chevilles, une peccadille par rapport à ce qu'ont subi ma femme et ma

filles. Je me suis réfugié sous une haie. Ils ne tiraient plus. Je ne le savais pas, mais ils avaient pris la fuite. J'ai appelé le portable de ma femme, elle ne répondait pas. Alors j'ai appelé le 17 et j'ai dit aux pompiers : « On a tué ma femme et ma fille. » En attendant les secours, j'ai tenté de rappeler mon épouse, cette fois elle a répondu. Elle était surprise, elle aussi croyait que j'avais été tué.

F.-S. Vous êtes des survivants...

Y. M. Non, des miraculés. Ma fille de 10 ans et demi a été touchée au bras par deux balles de kalachnikov, et par de la chevrotine à l'épaule et au flanc. Elle a reçu aussi des éclats de tôle. Les médecins ont parlé d'amputation pour son bras, on n'en arrivera pas à cette extrémité mais elle n'a plus d'os au point d'impact des balles. On lui a mis une broche. A l'heure où je vous parle, mon enfant est sous morphine et elle souffre. Quant à ma femme, elle a été touchée par trois balles dont une ne peut pas être extraite par les médecins... Leurs jours ne sont pas en danger, mais ce sont des blessures graves. Et cela aurait pu être encore plus tragique. Les policiers ont trouvé dans la voiture des balles avec des cheveux de ma femme et de ma fille...

F.-S. Deux meurtres et deux tentatives de meurtre en une seule journée, la presse corse a parlé d'un « mardi noir ». Ces affaires sont-elles liées ?

Y. M. Il n'y a aucun lien. Je ne connais pas les autres victimes.

F.-S. D'autres crimes ont secoué l'opinion publique ces derniers mois : un homme, devant ses enfants, et une femme, ancienne maire, ont été abattus. Est-ce la même équipe qui brise le tabou de la famille ?

Y. M. Je ne connais pas bien les circonstances de la première affaire. Concernant la seconde, il y a un lien avec mon histoire : ceux qui ont tué une femme de plusieurs balles dans le dos sont forcément des crapules ! Pour revenir à mardi soir, il faut bien comprendre qu'on a franchi une étape : aujourd'hui, on tire sur une femme et sur une gosse au fusil d'assaut et à la chevrotine. Aujourd'hui, on a voulu tuer une famille ! Il n'y a plus de limites. Aujourd'hui, on se trahit entre amis. La Corse est devenue pire que la Sicile. Ceux qui sont à l'heure où nous parlons en garde à vue nous connaissent. On les voyait à la plage, ils venaient manger à la maison...

F.-S. Vous auriez été déjà la cible de projets d'assassinat cet été ?

Y. M. Il y a trois semaines, une personne a insisté pour me voir. Il m'a dit : « On a essayé de te tuer. » C'était une indiscretion prise à la volée. Je ne le croyais pas, mais il m'a raconté les préparatifs de deux guets-apens cet été, cela correspondait à mon emploi du temps.

F.-S. Cette personne vous a-t-elle donné les noms de ceux qui voulaient vous tuer ?

Y. M. J'ai les noms des gens qui appartiennent à cette mouvance. Je n'en dirai pas plus.

F.-S. Les donnerez-vous aux policiers ?

Y. M. Je n'ai jamais voulu avoir de rapports avec les policiers. Souvent ils me sollicitent pour que je balance. Ils savent que je sais beaucoup de choses. Mais, même après la tentative d'assassinat dont j'avais été victime en 1996, en pleine guerre nationaliste, je n'ai jamais donné, ni sur PV ni en off, le nom de ceux qui avaient fait ça. Je n'avais même pas porté plainte. Quand on a un calibre à la ceinture, on est en marge de la loi. On ne va pas pleurer chez les flics si on essaye de vous tuer. Quinze ans après, j'ai même discuté avec ceux qui m'avaient tiré dessus. Preuve que je ne suis pas jusqu'au-boutiste. Je comprends qu'à une époque certains aient pu aller trop loin. Et je m'inclus dans le lot. Mais mardi soir, contrairement à 1996, on n'a pas seulement cherché à me tuer, on a voulu assassiner, je le répète, une femme et un enfant. Cette fois, je n'hésiterai pas à donner les éléments en ma possession aux policiers. Et si la justice ne fait pas son travail, je poursuivrai ceux qui ont fait ça jusqu'en enfer !

F.-S. Pourquoi parler aujourd'hui ? Pourquoi médiatiser votre tentative d'assassinat ?

Y. M. J'essaie de me battre avec les armes de ceux qui m'en veulent et qui sont toujours prompts à faire des conférences de presse pour invoquer les droits de l'homme quand leurs proches sont emprisonnés... Et puis je ne suis pas un voyou, je peux parler aux médias. Je n'ai pas toujours été dans les clous dans ma vie, mais maintenant je suis chef d'entreprise, je travaille. Je suis en règle.

F.-S. Donc vous cherchez à travers cet entretien à faire passer un message ?

Y. M. Oui. Il s'agit de couper l'herbe sous les pieds de ceux qui voudraient faire croire que ce qui m'arrive puise sa source dans le passé, dans les guerres fratricides du mouvement nationaliste. Cette page est tournée. Aujourd'hui, il s'agit d'une guerre de pouvoir.

F.-S. Quel pouvoir ?

Y. M. J'ai une boîte de sécurité qui fait plus de 4 millions d'euros de chiffre d'affaires. C'est une part de marché non négligeable pour des gens avides de pouvoir ! Et puis, surtout, il y a l'affaire de la SMS...

F.-S. Quel lien faites-vous avec l'affaire de la SMS (des abus de biens sociaux commis au détriment de la Société méditerranéenne de sécurité et au profit d'Antoine Nivaggioni, NDLR) ?

Y. M. D'abord, il faut préciser que je n'ai pas de preuves. Mais il est évident que ma vie est en danger depuis cette affaire. J'ai fondé la SMS avec Antoine Nivaggioni, nous étions associés et amis, puis j'ai pris mes distances. Notre conflit est connu de tous, le lien est évident.

F.-S. D'où vient la brouille avec Antoine Nivaggioni ?

Y. M. Je faisais une confiance totale à Antoine. Je ne pensais pas qu'il me trahirait. J'ai fini par découvrir des malversations, des dysfonctionnements, un pillage de la société. Ça a créé d'énormes tensions, des menaces entre mes associés et moi. Mais on ne pouvait pas se séparer comme ça, on avait un passé, nous avions fait la guerre ensemble (*entre mouvances nationalistes dans les années 1990*). Nous n'étions pas deux chefs d'entreprise lambda. Puis Antoine a fini par être démasqué et avoir des ennuis avec la justice.

F.-S. Justement, quand vous évoquez « des cabales » à votre rencontre, voulez-vous dire que, depuis votre relaxe obtenue en juin dernier dans le procès de la SMS, vous passez pour celui qui a balancé aux forces de l'ordre ?

Y. M. Exactement. Un des avocats a même osé le dire dans sa plaidoirie. Je fais simplement remarquer que si j'avais voulu dénoncer Antoine Nivaggioni, ce ne serait pas à propos de détournements d'argent mais sur des choses beaucoup plus graves que ça...

F.-S. A l'origine de ces « cabales », vous désignez certains « fonctionnaires des renseignements généraux ripoux » ?

Y. M. Oui, ceux qui apparaissent dans le dossier de la SMS (*d'anciens RG étaient suspectés d'avoir alerté Nivaggioni des avancées de l'enquête*) et un haut fonctionnaire policier impliqué aujourd'hui dans d'autres affaires à Paris. Ces cabales ne visent pas que moi. Depuis des années, en échange d'informations faisant avancer sa carrière, ce haut fonctionnaire favorise en Corse une mouvance dans laquelle on retrouve des mafieux, des politiques, d'anciens « natos » et des hommes d'affaires. En les protégeant, ce « grand policier » dont je vous parle favorise le sentiment d'impunité de certains prétendus notables qui peuvent ainsi se livrer aux pires exactions. Des enquêtes sont entravées. Des plaintes n'ont jamais abouti, des suspects sont remis en liberté parce qu'on « oublie » de renouveler leur mandat de dépôt, etc. Je rappelle que dans l'affaire de la SMS, quand le juge d'instruction a demandé à consulter le dossier d'Antoine Nivaggioni pour vérifier son travail d'indicateur de la police entre 2002 et 2008, on lui a opposé le secret-défense...

F.-S. Mais vous-même, pourquoi continuez-vous à vivre dans cet univers de violence ?

Y. M. Les policiers m'ont justement reproché mes fréquentations. Je leur ai expliqué que si je ne traînais qu'avec des boulangers, des épiciers, je ne serais plus là. J'ai besoin de côtoyer des gens qui savent ce qui se prépare. Si je n'ai pas les bonnes informations, je suis un homme mort.

Par **PROPOS RECUEILLIS PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL À AJACCIO, MATTHI**